



Edito

IMPETUEUSE REVOLUTION !

L'Égypte pourrait être le début d'un nouveau processus historique, celui du début de la fin de l'islam politique qui, du fait d'une mobilisation populaire inédite, vient d'enregistrer un échec majeur avec le renversement de Morsi, issu des Frères musulmans.

Si l'armée est intervenue pour déposer Morsi, c'est uniquement pour tenter de canaliser et de normaliser une situation qui risquait et risque encore, à bien des égards, d'échapper à la classe dominante et de provoquer d'importants bouleversements dans la région.

La chute de Morsi n'est que le prolongement de cette révolution qui avait déjà balayé Hosni Moubarak car l'un comme l'autre ont gouverné contre leur peuple. Morsi a été incapable de répondre à l'aspiration des Égyptien(ne)s qui peut se résumer en deux mots pain et liberté.

Pour le pain, les Frères musulmans ont suivi une politique ultralibérale qui n'a fait qu'aggraver les conditions de vie déjà difficiles de la population.

Pour la liberté, les restrictions des droits syndicaux et de grève, l'intolérance religieuse et la persécution des minorités religieuses, l'accentuation de l'oppression des femmes étaient aux antipodes des exigences populaires.

L'islam politique ne peut prétendre être une alternative à la crise économique des pays dominés. Car il n'est ni dans son programme, ni dans son intention de rompre avec l'impérialisme et d'initier une autre politique économique dont le fondement serait la satisfaction des besoins sociaux. Bien au contraire, l'islam politique s'accommode parfaitement du capitalisme. En Égypte, comme partout ailleurs, l'alternative réside bien dans l'organisation des peuples pour prendre en main leur destinée et rompre avec l'économie de marché.

Paul Martial

S O M M A I R E

<p>Edito Impétueuse révolution !</p> <p>Brèves Boli- Afrique- Françafrique-Mali Djibouti</p> <p>Nouvelles du Continent Centrafrique : SELEKA et après Niger : Interview Sud-soudan : quel bilan Mali : Élections et grandes manœuvres</p> <p>Françafrique Bolloré : Retour sur la lutte transnationale</p>	<p>Dossier Sénégal Situation politique et sociale Situation et lutte des femme Où en est le mouvement Y'en a marre ?</p> <p>Histoire Centenaire d'Aimé Césaire</p> <p>Culture Remise des YABON AWARDS 2013 Césaire : un portrait ému et délicat</p>
--	--

AFRIQUE : Charité bien ordonnée



L'ancien secrétaire national au co-développement de l'UMP, Basile Boli, chevalier de la Légion d'honneur a été jugé pour abus de confiance. Le procureur a requis une peine de deux ans de prison avec sursis et 30 000 euros d'amende. Il avait fondé une association « Entreprendre et Réussir en Afrique » dont l'essentiel des fonds venait de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations. Son salaire était de 11 000 euros par mois sans compter les notes de frais princières. Bref il a entrepris et il a réussi... au détriment des Africains qu'il était censé aider.

Paul Martial

passant de juteux contrats. Coup de chance, le remaniement ministériel du gouvernement malien, a, d'après le FMI, écarté le responsable du budget connu pour être particulièrement intègre. Bref de grandes perspectives pour les entreprises tricolores...



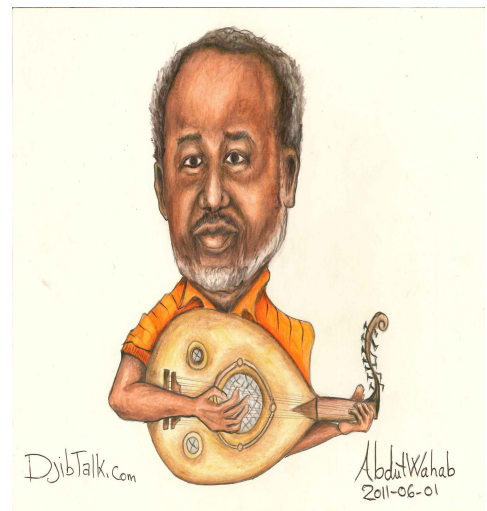
Paul Martial

FRANCAFRIQUE: Ça lui va comme un g(ué)ant

Après avoir visité Teodoro Obiang Nguema en Guinée Équatoriale, puis Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire, Ali Bongo au Gabon, Guéant s'est rendu à Bangui. Son voyage dans le jet privé de Laurent Foucher, un des responsables du groupe pétrolier Maurel et Prom semble prouver qu'il ne s'agissait pas de vendre des tableaux de peintres flamands au nouvel homme fort de la Centrafrique, Michel Djotodia, mais plutôt de discuter richesse du sous-sol, mais toujours en respectant le... clair-obscur qui sied parfaitement à la Françafrique.

Paul Martial

DJIBOUTI : Un gouvernement à faire déGuelleh !



Suffisamment rare pour être noté, l'Union européenne a épinglé les manquements graves du gouvernement djiboutien d'Ismaïl Omar Guelleh (IOG) à la démocratie, ainsi que les nombreuses violations des droits humains. Dernièrement, un jeune activiste de 24 ans est mort sous la torture. Des témoignages font état de viols de femmes par des militaires. L'espoir est fort qu'IOG soit le prochain trophée de chasse des révolutions populaires.

Paul Martial

FRANCAFRIQUE : Après Serval, le MEDEF

Une délégation du Medef conduite par Michel Roussin, ancien ministre de Chirac qui pantoufle dans l'organisation patronale, a visité le Mali. But de la manœuvre, profiter des trois milliards de dollars octroyés par les bailleurs de fond pour reconstruire le pays, en

CENTRAFRIQUE: Un pays dévasté

François Bozizé sera parti du pouvoir comme il y était venu, par un coup d'État. Ancien responsable de l'état-major des Forces armées centrafricaines (Faca), il fut limogé, le 26 octobre 2001, par Ange Félix Patassé qu'il déposera en mars 2003. Patassé avait appelé à l'aide les milices de la République démocratique du Congo, de Jean-Pierre Bemba, pour tenter de conserver son pouvoir. Le comportement de ses milices vaut à Jean-Pierre Bemba de répondre de crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale.



Les dictateurs Déby et Bozizé

Une fois installé au pouvoir, Bozizé va progressivement recentrer son autorité autour de son clan familial en rejetant ses anciens compagnons d'armes. Il sabotera toutes les initiatives de règlement pacifique issues de multiples crises armées qui se sont déroulées dans le pays. Ainsi les mesures du « dialogue politique inclusif », qui auraient permis à la Centrafrique une gestion apaisée des conflits, ne furent pas appliquées.

Dans le même temps, le clan familial pille le pays. La femme de Bozizé à travers son ONG (fondation Femme, Enfant, Solidarité) importe les denrées alimentaires, en bénéficiant des exemptions de droits de douanes et taxes diverses, pour les vendre aussitôt sur le marché.^[1]

Pour maintenir son pouvoir, le clan Bozizé n'a pas hésité à envoyer les Faca qui sont la principale source de violation des droits humains dans ce pays : exécutions sommaires, emprisonnements arbitraires et torture généralisée dans les prisons et les centres de détention étaient monnaie courante. Le Tribunal Pénal International (TPI) est, d'ailleurs, en train d'instruire une plainte contre lui pour crime contre l'humanité.

Peu ou mal payée, l'armée est incapable de mener une bataille

La Centrafrique reste un pays où la faiblesse de l'État permet à une multitude de groupes armés de prospérer. Parfois ce pays devient une base de repli pour les rebellions des pays voisins.

Ce qui est notable c'est que la principale source de violation des droits humains reste l'armée^[2]. En effet, plusieurs organisations de défense des droits humains ont dénoncé leurs crimes : pillages et destruction des villages, exécutions sommaires, parfois sous les yeux des soldats français.

Dans les Faca, coexistent les hommes de la garde présidentielle, qui représentent un millier d'hommes (il s'agit plus d'une garde prétorienne dédiée à la défense du clan Bozizé) et le reste de l'armée sous-équipé. Bozizé n'a jamais eu confiance en la loyauté de l'armée composée majoritairement de yakoma.

Peu et parfois pas payée – le retard des soldes peut atteindre plus de deux ans, l'armée est devenue, au fil du temps, incapable de mener une bataille contre un quelconque groupe armé.

En outre, des groupes politico-militaires existent, principalement dans le Nord. Le principal est l'UFDR qui rassemble plus d'un millier d'hommes et qui, progressivement, est devenu la milice de l'ethnie gula.

D'autres milices existent, notamment celles qui protègent les éleveurs (le plus souvent des Tchadiens) qui font paître leurs troupeaux en Centrafrique. Cette transhumance est souvent mal acceptée par les agriculteurs qui voient leurs récoltes endommagées et les points d'eau asséchés, d'où l'occasion de conflits violents. Parfois même l'armée tchadienne vient porter main forte à ces milices car, dans la hiérarchie militaire tchadienne, certains ont des intérêts économiques dans l'élevage.

Mentionnons aussi les coupeurs de routes, appelés localement les *zaraguinas*, souvent d'anciens soldats ou d'anciens miliciens qui ont déserté. Ils sont violents et détournent les voyageurs, et n'hésitent pas également à faire des otages pour en obtenir des rançons.

Les braconniers, s'ils représentent un véritable danger pour la faune, ne sont pas une source d'insécurité importante pour les villageois, sauf qu'ils participent à la raréfaction de la viande de brousse qui est la principale source de protéines des habitants du Nord. La plupart de ces braconniers sont soudanais et, eux aussi, sont lourdement

Nouvelles du continent

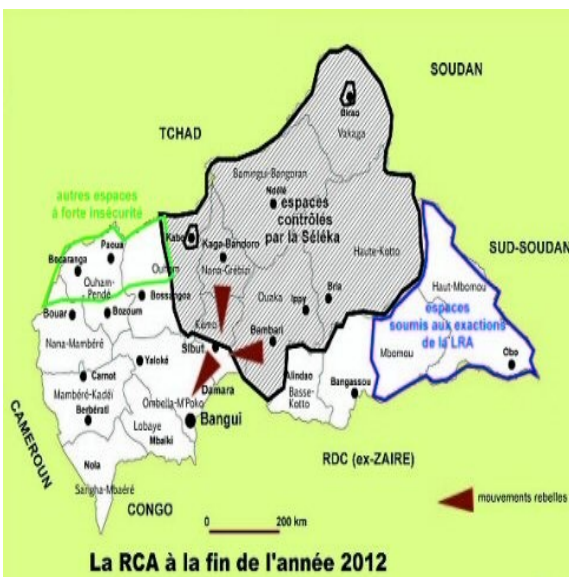
armés pour répondre aux tentatives d'attaques des gardes forestiers.

Les milices d'autodéfense villageoises mises en place, parfois avec la bénédiction du gouvernement, sont mal armées et ne sont pas une source d'insécurité importante, comme le sont les mai-maï en RDC.

Les troupes de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) enfin et la Mission de consolidation de la paix en République Centrafricaine (Micopax) souvent confondues avec les troupes tchadiennes du fait de leur présence en nombre important à chaque crise, elles sont peu appréciées de la population qui y voient des supplétifs de Bozizé.

Sur le terrain, une situation extrêmement critique

Fin 2012, une coalition de cinq organisations s'est constituée pour former la Seleka qui, en langue sango, signifie « alliance ». Au départ cette organisation, pour le moins hétéroclite, a rassemblé les partisans de Patassé, ceux qui l'ont chassé (mais non récompensés ou pas assez par le régime Bozizé), plus des anciens du régime déçus par sa politique.



La revendication de la Seleka était liée au respect des accords de paix de 2007. Peu à peu son programme politique s'est éteint en empruntant les principales revendications de l'opposition civile au gouvernement Bozizé : « *Nous souhaitons simplement que le président Bozizé respecte les accords signés à Libreville en 2007. Il y avait deux points essentiels : le désarmement et l'insertion dans l'armée centrafricaine de tous les anciens belligérants. Nous souhaitons maintenant insérer dans cette négociation de nouveaux éléments, comme*

l'instauration de la démocratie, le respect des droits de l'homme ainsi que le respect de notre Constitution. Le président Bozizé a l'intention de modifier la constitution afin de pouvoir se représenter en 2016. »[3]

Dès les premières offensives de la Seleka, il est rapidement apparu que l'armée, sous-équipée et démotivée, s'enfuyait. Un premier cessez-le-feu, assorti d'une conférence tenue à Libreville et imposée par les Tchadiens, prévoyait des mesures comme le partage du pouvoir, la non-représentation pour un troisième mandat de Bozizé, la libération des prisonniers politiques. Quasiment aucune de ces mesures n'a été appliquée et, fidèle à lui-même, aussitôt le document signé, Bozizé tentait de revenir dans les faits sur sa parole. Ce fut sa perte. Déjà lâché par la France, puis par les États riverains, notamment le Tchad, Bozizé ne pouvait même plus compter sur un détachement de l'armée sud-africaine qui, lors de sa première offensive avait eu à subir de lourdes pertes, le bilan officiel s'établissant à 13 morts, certaines sources parlent même d'une cinquantaine de décès[4].



Zuma a-t-il des intérêts en RCA ?

La présence militaire sud-africaine reste un mystère à bien des égards. L'Afrique du Sud ne faisant pas partie de la Cemac, elle est intervenue sans prévenir les pays riverains. Officiellement, le gouvernement de Pretoria parle d'honorer un accord militaire signé en 2007. La volonté de jouer un rôle majeur dans le continent peut expliquer cette intervention, au demeurant très mal préparée. Une autre explication, plus triviale, insiste sur les accords commerciaux passés par Bozizé et certaines grandes entreprises minières.

Une seconde offensive de la Seleka a eu lieu le 24 mars 2013 et elle s'est emparée du pouvoir. A son habitude, la Cemac, l'UA et plus globalement la communauté internationale ont condamné ce coup de force, mais ils se sont bien gardés d'exiger le retour de Bozizé pour seulement demander que le temps de la transition soit raccourci (de trois ans il passe à un an et demi) ; que les dirigeants ne puissent pas se présenter aux élections présidentielles et que le gouvernement soit plus inclusif.

Sur le terrain, la situation est extrêmement critique[5]. Certains considèrent que c'est la pire crise qu'a connue, sinon la Centrafrique, au moins sa capitale, Bangui, depuis son indépendance en 1960.

Les pillages et les exactions sont quotidiens et, depuis plusieurs mois que la Seleka a pris le pouvoir, les choses ont du mal à redevenir normales. Ses miliciens ne sont pas payés et les caisses de l'État sont vides, aussi ces bandes armées rackettent désormais les populations ou font payer leurs services pour sécuriser une maison ou une boutique.

De plus, il y a un danger de voir apparaître des conflits ethniques[6] car, avant son départ, Bozizé et les militants de son parti, le Kwa Na Kwa (KNK : « le travail rien que le travail ») avaient fait distribuer des armes blanches à de jeunes désœuvrés pour défendre la capitale, et surtout leur communauté, contre les miliciens de la Seleka qui sont quasiment tous de confession musulmane. Ainsi les quartiers qui ont été épargnés par les pillages et les violences sont précisément les quartiers musulmans de la capitale.

Une fois de plus les dirigeants africains, et autres seigneurs de guerre, jouent et exacerbent les conflits religieux ou ethniques.

C'est bien le Quai d'Orsay qui dirige ce pays

Les dictatures en Centrafrique ont toujours été soutenues

1. <http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-comment-bozize-et-son-clan-familial-pillent-et-mettent-a-genou-l-economie-centrafricaine-54569810.html>
2. Human Rights Watch, État d'anarchie. Rébellions et exactions contre la population civile, septembre 2007
3. <http://afrikarabia.blogspot.com/archive/2012/12/19/centrafrique-rca-les-rebelles-peuvent-ils-renverser-bozize.html>
4. <http://www.rfi.fr/afrique/20130403-afrique-sud-morts-centrafrique-rca-bangui-bozize-seleka>
5. <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/centrafrique/article/la-crise-en-rca-reste-dramatique>
6. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/04/15/des-heurts-entre-la-seleka-et-des-habitants-font-plusieurs-morts-en-centrafrique_3159619_3212.html

par la France jusqu'à ce que ces derniers se retrouvent totalement isolés, comme ce fut le cas pour Bokassa, Patassé et maintenant Bozizé. En effet, une base française existe à Bouar et Bangui depuis l'indépendance. Les soldats français encadraient les membres de la Faca, malgré les exactions commises contre les civils et bien que le règne de ces dictateurs se traduise par des décennies de pillages des richesses, d'arbitraire, de tortures et d'exécutions sommaires pour la population.

Ces abandons successifs ne doivent pas occulter le fait que c'est bien le Quai d'Orsay qui dirige ce pays, notamment par des avances de trésorerie pour les soldes des fonctionnaires, par l'encadrement de la police et de l'armée qui se rend ainsi complice de ces despotes.

En 2007, les soldats français se sont battus aux côtés de l'armée centrafricaine contre les rebelles et l'aviation française a procédé à des bombardements sur Birao, la ville principale du Nord du pays.

La Centrafrique, malgré sa pauvreté, reste un élément important pour la France. En effet, ce pays est souvent comparé à une sorte de porte-avion terrestre pour l'armée française en Afrique. Ce sont justement ces pré-positionnements qui ont permis le déploiement rapide des troupes pour l'intervention militaire au Mali.

La solution en Centrafrique ne passera pas par les différents pouvoirs des milices qui, une fois au pouvoir, se déchirent et mettent le pays en pièce. L'alternative revient à ces militants de la société civile qui tentent, avec les moyens du bord, de soulager les souffrances de la population. Une politique au minimum progressiste mettrait au premier plan des structures pour reconstruire un État capable de produire le service minimum en termes social, sanitaire et sécuritaire.

Paul Martial

NIGER : « Le syndicalisme est malade au Niger »

Interview d'Aboubacar Issa, SG RNDD-Niger

Afriques en lutte. Est-ce que tu peux présenter tes activités militantes ?

Aboubacar Issa. Actuellement, je suis le secrétaire général adjoint du Syndicat national des travailleurs de la presse et coordonnateur national du réseau dette et développement (RNDD-Niger). Mon syndicat est membre de ce réseau qui lutte pour l'annulation de la dette du tiers monde.

Après la dernière assemblée générale du réseau en 2011, j'ai été élu au bureau de la coordination coordinateur national.

Quelle est la situation après l'élection de Mahamadou Issoufou qui avait suscité un grand espoir dans la population ?

Lors des élections, Mahamadou Issoufou avait présenté un programme très alléchant qui était, à la base, le développement dont, entre autres, un programme alimentaire appelé 3N (Les Nigériens nourrissent les Nigériens), la gratuité de l'école jusqu'à 16 ans et des soins pour les enfants de 0 à 5 ans ; avec la promesse de recruter chaque année des enseignants, des médecins, des infirmiers et le développer les infrastructures, comme les routes, les centres de soins, les barrages hydro-électriques, etc.

Dès la première année, il a commencé à appliquer son programme. Alors on a recruté un grand nombre d'enseignants, de médecins, d'infirmières, de fonctionnaires de l'administration et d'autres services publics.

A la fin de l'année 2012 et au début de 2013, les syndicats ont appelé à la grève suite à la non application de la nouvelle grille salariale qui leur avait été promise lors des discours de campagne. Mais il faut retenir le respect par le gouvernement de la liberté d'expression, d'association, en gros la bonne gouvernance qu'ont montrée les dirigeants de la VII^e république. Il faut noter qu'il y a eu beaucoup de mécontents, mais cela ne m'empêche de dire que beaucoup de choses ont été faites qui respectaient le programme.

Ce programme doit se poursuivre. Nous continuons à garder l'espoir, parce que nous avons eu de grandes réalisations, tel que le démarrage du barrage de Kandadji, qui a été planifié après l'indépendance et qui n'avait pas vu le jour, on ne sait d'ailleurs pas pour quelle raison et l'on cherche à comprendre pourquoi. C'est important que l'État le fasse du fait des problèmes que l'on rencontre dans le domaine énergétique. Actuellement, l'énergie qui vient de notre voisin du Sud, le Nigeria, ne satisfait pas la demande.

Il y a deux semaines de cela, il y a eu un incident technique, trois pylônes de la ligne haute tension sont tombés, et il a fallu plus d'un mois pour trouver une solution intermédiaire en attendant la résolution définitive du problème et avoir régulièrement de l'électricité. C'est vraiment un problème crucial. Alors que si de notre côté le barrage de Kandadji était fait, cela aurait au moins allégé

la souffrance de la population, surtout de celle qui vit dans la capitale, Niamey.

Il faut noter aussi le projet de construction d'une centrale électrique à Niamey, dont la première pierre a été posée et on a l'espoir que les travaux, qui dureront 22 mois, commencent incessamment, pour nous permettre d'améliorer l'indépendance énergétique au Niger.

En gros, je peux dire que le programme a été respecté, mais quelque part ce qui me gêne c'est le comportement capitaliste de nos dirigeants. Compte tenu des idéaux du parti majoritaire au pouvoir, ils devraient être normalement différents de ceux qui nous ont gouvernés durant toutes ces années. Je le dis parce qu'ils ont une vision socialiste et ont toujours défendu le caractère socialiste de leur parti. Alors que, quand on voit le comportement des membres du gouvernement, surtout ceux du PNDS (Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme), qui est le parti majoritaire de la mouvance présidentielle, ses membres auraient dû avoir un comportement plus ou moins socialiste, différent des autres, que l'on peut qualifier de capitalistes. C'est eux que je critique. Quant à ceux qui ce sont succédé et ont pratiqué le népotisme, je me fais naturellement aucune illusion car ils n'ont jamais eu un programme de développement comme cela.

Aujourd'hui, le citoyen lambda attend un comportement socialiste, où le capital n'a pas sa place. Sous le règne de Mahamadou Issoufou, on aurait dû faire la différence, on aurait dû être autonomes, pas à 100%, mais aller sur la voie de l'autonomie. Le Niger a de nombreuses possibilités, l'or, le fer, le ciment, l'uranium (avec le nouveau site d'Imouraren, il se classe deuxième grand producteur du monde). Nous avons aussi des mines de charbon pour faire de l'électricité. Une option socialiste serait de chercher notre autonomie dans plusieurs secteurs. Nous nous sommes retrouvés avec du pétrole qui ne nous appartient pas, qui appartient aux Chinois. On ne peut même pas baisser son prix parce que tout a été mal négocié, les gouvernements nigériens successifs n'ont pas su investir contrairement aux Chinois qui ont investi dans l'exploration, le transport et le raffinage. Actuellement c'est comme si on n'avait pas de pétrole, on le voit passer à travers le pays auquel il donne peu de bénéfice.

En fait, je m'attendais à une radicalisation de l'administration, de l'économie, des finances. Pire durant cette VII^e république, les dettes extérieure et intérieure ne font que flamber chaque jour avec de nouveaux prêts.

Quelle est la situation sociale de la population ? Qu'en est-il des crises alimentaires ?

Quand je fais mon constat de citoyen avec le programme alimentaire, des avancées ont été réalisées tout au long de l'année 2012. On n'a pas enregistré des foyers de grande famine car les gens ont initié des cultures de contre saison en cultivant des légumes comme la salade, les tomates, des pommes de terre et autres, ce qui a permis de répondre aux préoccupations alimentaires de la population et d'éviter un grand exode rural.

Pour montrer aux Nigériens l'avancée de son programme 3N, le gouvernement a invité les médias, publics et privés, à faire le tour du pays pour s'informer et vérifier afin de

donner des informations vraies.

Tout ce qu'on a vu dans les médias, même les médias internationaux, est bien beau, mais ce n'est pas encore suffisant, car il faut organiser la population pour gérer les excédents afin de les commercialiser dans d'autres régions où les gens n'ont pas pu faire ce type de culture. Alors si l'État a un rôle dans la réalisation de cette initiative il doit aussi l'accompagner pour enrayer la pénurie alimentaire.

Il faut juste faire un bref rappel concernant la famine au Niger. En 1974, la famine a été un élément déterminant dans le coup d'état. En 1984, on en a connu une autre tout comme en 1994. On a à faire face à des crises alimentaires cycliques, c'est donc à l'État de prendre les dispositions qui s'imposent pour contrecarrer ces crises alimentaires.

Quel est l'impact sur le Niger de l'intervention française au Mali ?

Au sein du réseau national dette et développement, nous avons fustigé l'intervention française parce que l'on pense que la France veut avoir, coûte que coûte, une base militaire au Niger et au Mali. Le problème au Nord Mali a été une occasion pour les soldats français de s'installer et nul ne sait quand ils vont quitter le Mali. L'armée française aurait pu se contenter de soutenir matériellement les troupes africaines, comme celles du Niger, de la Mauritanie, du Burkina Faso ou du Tchad qui connaissent bien le terrain. De plus, des questions se posent sur le soutien de la France aux rebelles du MNLA qui ont une position sécessionniste. On a bien vu que l'armée française s'est interposée entre la force pour la défense du Mali et le MNLA à Kidal.

C'est pour cela que nous condamnons la présence de l'armée française sur notre sol qui n'y est présente que pour défendre leurs intérêts impérialistes.

Les attaques et menaces des djihadistes au Niger préoccupent-elles les Nigériens ?

Tant qu'il y aura de tels agissements, les gens ne peuvent qu'être inquiets, mais nous ne devons pas vivre dans la psychose. Il faut que la population soit vigilante, soit capable de détecter les situations anormales, alerter les forces de l'ordre. Ce qui va faire la différence, c'est sa vigilance et son action. Même si la menace est réelle, il est quand même possible de se déplacer dans tout le pays sans aucun problème, y compris dans le Nord, moi-même, je me déplace souvent à Arlit, là où nous menons une étude sur l'évaluation des risques de l'exploitation minière sur l'environnement et les anciens travailleurs d'Arlit.

En réalité, il y a de la diversion dans cette affaire de djihadistes car la population du Niger est à 99 % musulmane, qui vont-ils donc venir islamiser ?

Est-ce que tu peux nous dire deux mots de la situation des Touaregs au Niger ? Comment ont-ils analysé les problèmes au Nord du Mali ?

La première chose à souligner est qu'ils ont toujours fustigé le comportement de ces gens qui ont pillé et violenté les civils de la région de l'Azawad. Au Niger, les Touaregs ont mené des rébellions, ils savent ce que c'est, mais ils n'ont jamais demandé la division du Niger, ils ont demandé l'amélioration des conditions de vie des gens qui vivent au Nord du Niger et, s'ils l'ont fait, c'est parce que le capitalisme et l'impérialisme français qui exploitent

aujourd'hui les mines d'uranium, ne respectent pas leurs engagements. En effet, tant que ces gens qui vivent dans les zones irradiées ne voient aucune amélioration de leurs conditions de vie, c'est normal qu'ils se révoltent.

D'ailleurs, on a bien vu le numéro deux du MNLA n'est même pas touareg, la seule chose qu'ils veulent, c'est juste transformer cette zone en plaque tournante des trafics de drogue et d'armes. N'oublions pas que le MNLA s'est allié avec le Mujao et les autres djihadistes pour combattre ensemble. Leur rupture n'a eu lieu que pour une question de leadership de la zone.

Aujourd'hui, les Touaregs sont un peuple assimilé, ce n'est pas un peuple singulier, avec le brassage des ethnies, avec les mariages, on ne peut pas le voir comme un peuple seul. Quand tu touches à un Touareg, tu as touché à un Djerma, tu as touché à un Haoussa, tu as touché à d'autres ethnies. Au Niger, avec la parenté à plaisanterie, les populations sont très proches les unes aux autres.

Les Touaregs au Niger ne sont pas concernés par le MNLA qui, au début, était avec les terroristes, car n'oublions pas que le MNLA s'est attaqué à d'autres Touaregs quand ils ont pris les villes, ils ont violé des femmes touaregs, ils ont volé les biens des Touaregs.

Quelle est la situation politique et syndicale au Niger ?

Commençons par la situation politique. Il faut noter que plus les échéances électorales approchent plus les alliances politiques s'effritent. C'est le cas du Mouvement pour la renaissance du Niger (MRN) qui est, actuellement, au pouvoir.

Il y a effectivement une tension importante entre les deux grands partis de la mouvance présidentielle, le PNDS et le Moden, par exemple sur la question des douaniers à l'Assemblée nationale. Nous avons assisté à leur déchirement au moment du vote de la loi. Le groupe parlementaire Moden a donné des consignes contraires à celles du groupe PNDS.

Mais à mon entendement, il n'y a pas une tension telle qu'elle pourrait amener à un coup d'État, comme cela s'est déjà passé. La situation politique est plus ou moins stable. Par rapport à la situation globale dans le pays on peut dire que les choses avancent lentement. Les syndicats ont participé à l'avènement au pouvoir de ceux qui gouvernent ce pays aujourd'hui. Ils étaient aux premières loges pour la défense de la démocratie.

Une fois que ce pouvoir s'est installé, on a constaté une certaine complicité avec les syndicats alors que les syndicats ne doivent pas mélanger les rôles ; car ils ont un rôle de contestation, d'interpellation et de défense des intérêts matériels et moraux de leurs militants. Malheureusement aujourd'hui nous assistons à un démantèlement du cadre syndical avec l'avènement de la VII^e république. Les syndicats sont en train de dormir ; ils ne jouent pas leur rôle de contrepoids, ils ne sont pas capables de dire que telle ou telle chose est mauvaise. Moi qui suis syndicaliste, quel que soit le pouvoir, j'ai l'obligation de dénoncer les mesures négatives. Cependant, ces derniers temps on a vu des syndicats, comme ceux de la santé ou de l'éducation commencer à organiser quelques mobilisations.

Je me rappelle du moment où j'étais membre du bureau exécutif national de la Confédération démocratique des

travailleurs du Niger ; nous avons fait un travail formidable pour défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs, mais aujourd'hui, les syndicats sont entrés en léthargie. Si nous considérons que nous sommes toujours des syndicalistes, on se doit de dénoncer les mauvaises pratiques pour aider le pouvoir en place.

Par exemple, à la fin de mai 2013, tous les fonctionnaires devaient être payer au billetage, mais malheureusement cela a été tellement mal organisé que les travailleurs ont dû attendre des semaines pour avoir leur salaire. Dans les années passées, il y a eu des opérations billetage^[1] dans l'administration comme en 1984, sans que les travailleurs en souffrent ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui et les syndicats ont réagi tardivement pour dénoncer cette situation. Je pense que le syndicalisme au Niger est malade.

Elle est très difficile parce que la plupart des travailleurs ne connaissent même pas les dangers qu'ils encourent. La situation qu'ils vivent est catastrophique. Quand nous avons approché d'anciens travailleurs d'Areva, on s'est aperçu que ces gens n'ont pas connaissance des résultats de leurs examens médicaux à plus forte raison de la véritable maladie qu'ils ont.

Par exemple, j'ai rencontré un foreur qui ne connaissait pas les dangers de l'uranium et qui buvait de l'eau des carrières ! Ainsi les gens quittent leur travail et meurent quelques mois plus tard pour des problèmes de reins ou des problèmes cardiaques.

De plus les ingénieurs nigériens à la Somair et à la Cominak (les deux filiales d'Areva) n'ont, à qualification égale, pas les mêmes salaires que les ingénieurs français.

Propos recueillis par **Paul Martial**

Peux-tu nous parler de l'activité militante en direction des travailleurs nigériens d'Areva ?

^[1] Billetage : système de paiement qui exige la présence physique du fonctionnaire ainsi que les pièces justifiant son emploi. Cela permet de vérifier les effectifs réels des fonctionnaires.



www.afriquesenlutte.org

Afriques en lutte est un collectif de militant(e)s anticapitalistes membres ou non de plusieurs organisations politiques. Son site présente les articles parus dans le bulletin (envoi gratuit sur simple demande) ou d'autres publications amies. Notre objectif est de diffuser, à partir d'un point de vue militant, un maximum d'informations (politiques, économiques, sociales et culturelles) sur le continent africain et sa diaspora.

REJOIGNEZ AFRIQUES EN LUTTE !

SUD SOUDAN : Une libération pour l'élite seulement

Le 9 juillet 2011, le Sud-Soudan devenait le dernier pays indépendant d'Afrique. Cela marquait la victoire finale du Sudan Peoples Liberation Army (SPLA, Armée de libération des peuples du Soudan) après plus de vingt ans de guerre civile. Cependant, comme dans de nombreux cas en Afrique, l'indépendance n'a permis la libération que de quelques-uns, notamment des élites qui conduisent, autour de Juba, leur Hummer et autres 4x4 de luxe et de ceux qui sont propriétaires des nombreux hôtels et appartements qui ont poussé tout autour de la capitale.

La plupart des Sud-Soudanais restent désespérément pauvres. Neuf personnes sur dix vivent avec moins d'un dollar par jour, 33 % souffrent de malnutrition et seulement 6 % ont accès à des conditions sanitaires dignes de ce nom alors que, récemment, le ministère des Finances a été suspendu pour avoir détourné 8 millions de dollars, le dernier scandale pour lequel personne n'a encore été réellement sanctionné. Au contraire, l'année dernière un journaliste connu a apparemment été assassiné pour avoir critiqué le gouvernement.

L'indépendance a permis certaines libertés, comme par exemple la possibilité de construire des organisations syndicales. Les travailleurs de l'hôtellerie, les chauffeurs routiers et les enseignants, par exemple, ont obtenu de créer leurs propres syndicats. Cependant la Fédération syndicale des travailleurs du Sud-Soudan est plutôt dépendante du soutien du gouvernement. Ses bureaux sont fournis gratuitement par l'État et elle souhaite que le gouvernement accepte finalement une loi portant sur les syndicats. Dans l'État de Warap, les organisations syndicales se sont opposées à la mesure gouvernementale qui visait à obliger les salariés du secteur public à donner une journée de leur salaire pour financer un événement sportif, et le gouverneur les a dissoutes.

En décembre dernier, près de 20 manifestants ont été

tués par la police alors qu'ils manifestaient pacifiquement à Wau, la troisième ville du pays. Ils s'étaient mobilisés contre le transfert des bureaux de l'administration locale hors de la ville. Personne n'a donné suite à ces meurtres, tandis que plusieurs jeunes hommes ont été condamnés à mort pour leur implication, dans les conflits intertribaux encouragés par des politiciens locaux.

Les revenus du pétrole permettent au gouvernement de gérer un budget qui est aussi important que celui de leurs voisins, Ouganda ou Kenya. Mais beaucoup de cet argent est gaspillé par les hauts fonctionnaires et les politiciens qui se comportent en jet-set, avec avion et voitures luxueuses. Dans le même temps, les écoles primaires et les centres de santé fonctionnent avec très peu de moyens de l'État et doivent compter sur les frais de scolarité payés par les ménages. Enseignants et infirmières devraient être payés par le gouvernement, mais les salaires sont pitoyables, souvent inférieurs à 150 dollars par mois. Vingt-mille Sud-Soudanais ont quitté les camps de transit du Nord, alors que le gouvernement n'a pas fourni de barges ou d'autres moyens de transport pour les amener au Sud.

L'indépendance a été gagnée grâce à la lutte de millions de Sud-Soudanais qui a duré des décennies, mais les gens qui ont sacrifié leur vie à ce combat, ainsi que leurs familles et amis n'en ont, pour la plupart, pas récolté les bénéfices. La démocratie et l'équité qui sont une nécessité pour la quasi-totalité des Sud-Soudanais seront gagnées par une juste redistribution des revenus du pétrole qui ne pourra être obtenue que par de nouvelles luttes collectives.

Drew Povey

MALI : Élections et grandes manœuvres

A l'heure où nous bouclons cet article, s'ouvre le premier tour de l'élection présidentielle au Mali, le dimanche 28 juillet 2013. Le second tour est attendu pour le 11 août, entre les deux candidat(e)s qui auront été qualifiés parmi les 27 candidats dont une femme.

Deux des 27 candidat-e-s sont donnés favoris pour accéder au second. La plupart des observateurs et observatrices s'attendent à voir Ibrahim Boubacar Keïta alias « IBK » au second tour de ces élections. Ancien Premier ministre de 1994 à 2000 puis président de l'Assemblée nationale de 2002 à 2007, « IBK » est un poids lourd de l'ancienne classe politique, de l'oligarchie en place. Il préside le « Rassemblement pour le Mali » (RPM), ayant le statut de membre observateur de l'Internationale Socialiste – regroupement de partis sociaux-démocrates (dont le PS français) auquel appartenaient, s'il faut le rappeler, de nombreux partis pas-très-démocrates en Afrique tel que le RCD de l'ex-

dictateur tunisien Ben Ali.



« IBK » a reçu, avant cette élection, le soutien affirmé d'un courant religieux qui se montre pour la première

fois très offensif sur la scène politique. Le candidat avait en effet été adoubé par la fédération « Sabati » (« résistance » en langue bambara), qui regroupe une centaine d'associations islamiques sur les 200 qui existent au Mali. Représentant un courant qualifié souvent de « wahhabite », proche des monarchies réactionnaires du Golfe dont l'Arabie Saoudite, cette fédération a pour président Moussa Boubacar Bah et pour président d'honneur, Mahmoud Dicko. Ce dernier préside le Haut conseil islamique (HCI), mais ses orientations ont poussé le puissant courant autour du prédicateur Ousmane Haïdara – adepte d'une pratique plus tolérante de l'islam – a prendre ses distances. En janvier 2012, juste après l'éclatement de la rébellion au Nord du Mali qui réunissait alors rebelles touaregs du MNLA (« Mouvement national de libération de l'Azawad ») et mouvement djihadistes, ce même Mahmoud Dicko avait déclaré qu'il était favorable à « une République islamique au Mali, si les Maliens le désirent ». Le soutien de « Sabati » au candidat « IBK » n'est pas nécessairement dû à une proximité idéologique, même si le candidat Keita est lié par une amitié de 20 ans à Mahmoud Dicko ; une partie des militants de la fédération lui avait d'ailleurs préféré un autre candidat (Mountaga Tall) jugé idéologiquement plus « pur ». Mais le courant politico-religieux cherche avant tout à miser sur le « cheval gagnant », susceptible de gagner l'élection et de lui permettre de peser sur l'avenir du pays.



Par ailleurs, « IBK » semble aussi avoir reçu le soutien d'au moins d'une partie des acteurs du putsch du 22 mars 2012. Ce putsch avait mis fin à la présidence d'« ATT » (Amadou Toumani Touré) dans un contexte de crise exacerbée par les événements du Nord ; il était porté par l'espoir d'au moins une partie de la population de voir balayés les officiers supérieurs corrompus et les éminents membres de l'oligarchie en place. Des rumeurs disent que le principal dirigeant du putsch, le capitaine Amadou

Sanogo – qui a officiellement demandé « *pardon au peuple malien* » pour le putsch le 26 juin 2013, et semble soigner son avenir –, lui aurait déclaré son soutien. Cela n'est pas prouvé ; mais toujours est-il qu'« IBK » a pu tenir un meeting de campagne le jeudi 25 juillet, à trois jours du premier tour, dans le camp militaire de Kati qui est le « fief » du capitaine Sanogo.

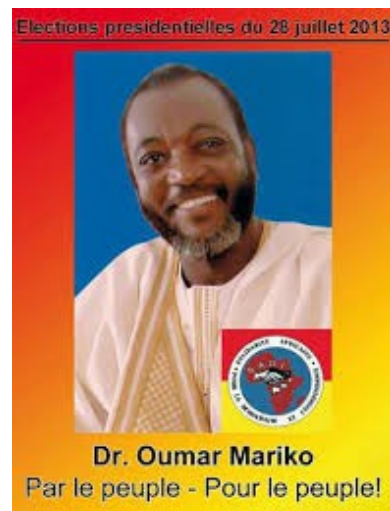
En vieux renard de la politique, « IBK » s'était retiré du devant de la scène politique au moment du putsch de mars 2012, pour ne pas apparaître comme marqué dans le camp des « pro-putsch » ni des « anti ». Ce candidat semble donc porté par des forces politiques sociales et diverses, qui investissent en lui des espoirs sans doute contradictoires.

En face de lui, de nombreux observateurs et observatrices donnent de sérieuses chances à Soumaïlia Cissé, qui avait dirigé l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) de 2004 à 2011. Lui se présente plutôt comme un « modernisateur » de la politique, annonçant des ruptures avec l'ancienne oligarchie. Mais sa promesse de réformes va de pair avec une vision de la politique économique, selon lui « créatrice d'emplois », qui est ouvertement synonyme de privatisation et de promotion du capital privé. S'il apparaît à certain-e-s comme « alternative » aux vieux renards politiques, la casse sociale ne se ferait alors pas attendre. Cissé a négocié des accords de soutien au second tour avec plusieurs autres (« petits ») candidats, pour le cas où il serait qualifié.

Un 28^e candidat aurait pu se présenter aux côtés des 27 car remplissant les conditions légales requises. Mais il avait déclaré son retrait, le mercredi 17 juillet en déclarant que les conditions pour la tenue d'un scrutin satisfaisant n'étaient pas réunies. Il s'agit de Tiébébé Dramé, ancien ministre et gendre de l'ancien président Alpha Oumar Konaré, président du « Parti pour la renaissance nationale » (PARENA). Ce parti, fondé en 1995, avait soutenu le président « ATT » lors de son premier mandat entre 2002 et 2007, mais s'était opposé à lui sous le second mandat de 2007 à 2012. Il contestait notamment la privatisation de la compagnie nationale du textile (CMDT) – destructrice d'emplois – et l'introduction d'OGM dans l'agriculture. Tiébébé Dramé n'est certainement pas un révolutionnaire, mais son parti avait défendu des positions plus correctes sur ces dossiers que les partis alors au pouvoir. Il était associé pour l'occasion au parti SADI (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance) qui est plus marqué à gauche.

Tiébélé Dramé justifie son retrait notamment par une trop forte immixtion de la France dans les affaires intérieures du Mali: « *Je constate que Laurent Fabius est devenu le directeur des élections au Mali* », disait-il tout en soutenant l'intervention française: « *Je pense qu'on peut aider un pays sans s'immiscer dans ses affaires. Nous sommes reconnaissants à la France pour ce qu'elle a fait* (NOTE DE L'AUTEUR : en intervenant militairement contre les djihadistes au nord), mais on peut aider un pays à se libérer sans toucher à sa dignité. »

Ce point de vue est intéressant, puisqu'il montre crument le rôle réel qu'a joué le gouvernement français dans la préparation d'un scrutin qui – dans l'esprit de beaucoup – se déroule dans des conditions qui ne permettent pas la tenue d'une élection correcte. Presque 500.000 réfugiés et déplacés sont encore loin de leurs foyers, et il est loin d'être assuré qu'ils puissent tous voter. Les Maliens vivant en France se plaignent aussi, pour beaucoup, de ne pas avoir reçu de carte d'électeur ou d'électrice, le scrutin ayant été préparé à la hâte et souvent dans l'improvisation totale. Les cartes d'électeurs ont d'ailleurs été imprimées en France ; un symbole parmi d'autres !, puisque c'est là que sont pris beaucoup de décisions s'appliquant au Mali. Or, un stock d'un million de cartes d'électeurs vierges est resté stocké en France « pour le cas où ». De voix se sont déjà levées pour contester l'élection, en faisant valoir que ces cartes d'électeurs vierges auraient pu être recyclées et servir aux trucages.



Dr. Oumar Mariko, candidat du parti Sadi

Tenir les élections à tout prix, non pas pour déterminer ce que souhaitent vraiment les populations, mais pour redonner une apparence de légitimité à une oligarchie qui a largement contribué au déclin du pays : c'est le pari stratégique que la France cherche à imposer au Mali. Le président de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), Mamadou Diamountani, avait d'ailleurs déclaré le 27 juin dernier que c'était « extrêmement difficile d'organiser » ce premier tour dans les conditions actuelles.

Le scrutin reste donc, avant même la proclamation des résultats, qualifié par beaucoup comme porteur de « hauts risques ».

Berthold Du Ryon



Elections ou mascarades ? Vigilance !

www.electionsafrique.org

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française. Il a participé à de nombreux événements et manifestations, et a poursuivi depuis 2009 un travail sur les élections, les processus électoraux et les fraudes. Il constitue un espace de réflexion collective grâce à ses réunions régulières, et un espace de plaidoyer et d'échanges entre partis politiques et associations, de France et d'Afrique.

Réunion chaque **2e jeudi du mois, à 19h, Bourse du travail de Paris, 3 rue du Château d'eau, M° Château d'eau, salle Commission 1** (en général).

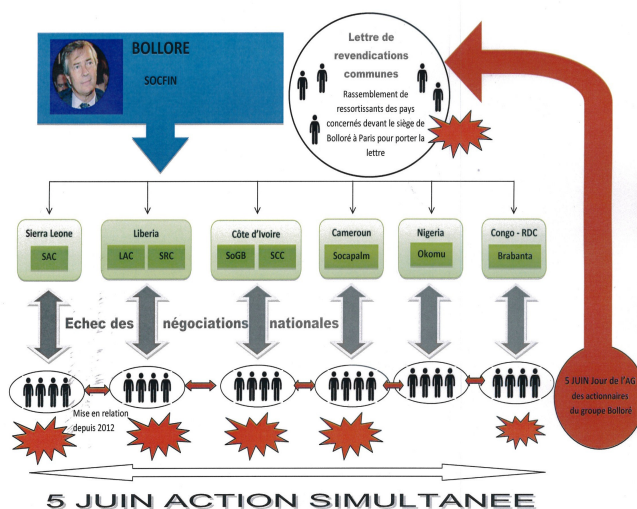
BOLLORE : Une action concertée transnationale « plantations Bolloré ». Les riverains ne lâchent rien !

Mercredi 5 juin, jour de l'Assemblée générale des actionnaires du groupe Bolloré, les riverains des plantations (de palmiers à huile et/ou d'hévéas) contrôlées par celui-ci dans trois pays en Afrique ont organisé des actions simultanées de blocage et de perturbation des palmeraies. Si la manifestation a été annulée en Sierra Leone pour raison de sécurité, plusieurs centaines de villageois libériens ont occupé la plantation SRC pendant que des paysans et chefs traditionnels camerounais se rassemblaient devant le siège de la Socapalm à Douala. Une manifestation de riverains a été bloquée par les forces de l'ordre en Côte d'Ivoire alors qu'ils marchaient vers l'usine centrale. Pour se hisser à l'échelle de la multinationale, ces riverains ont décidé de coordonner leurs luttes pour réaliser cette action concertée transnationale.

les revendications.



Manifestations en Afrique contre Bolloré



« Cette première action internationale n'est que le début. Nous sommes déterminés à faire respecter nos droits et M. Bolloré devra finir par l'entendre », a affirmé, depuis le Cameroun, Emmanuel Elong, porte-parole du Synaparcam, le Syndicat des paysans riverains de la Socapalm. « M. Bolloré nous a reçus. Nous lui avons relayé la revendication commune de l'organisation dans les plus brefs délais d'une négociation transnationale avec des représentants des riverains de tous les pays concernés », a expliqué d'une voix la délégation parisienne intervenue devant le siège de Bolloré lors de l'AG des actionnaires.

Les revendications sont similaires du Cameroun au Sierra Leone. La première : protection de l'espace vital de 250 ha de terres cultivables autour des villages riverains pour les paysans locaux. Les surfaces plantées des sociétés africaines de la Socfin sont en effet passées de 87 303 à 99 683 ha en deux ans. La seconde : compenser cette privation de terres par des services sociaux conformément aux conventions et baux concédés par les États africains. L'interdiction d'accès des riverains aux centres de santé de la Socapalm au Cameroun avait, par exemple, été un motif de soulèvements réguliers.

Une délégation de ressortissants résidant en France des pays concernés (munie de banderoles, tracts et outils agricoles) est venue « accueillir » les actionnaires au siège du groupe avec le ReACT (Réseau d'action concertée transnationale) et l'Afaspa* (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique). Opération de charme et de communication de Bolloré en réponse : « monsieur Vincent » a dû sortir de l'assemblée des actionnaires pour « recevoir »

En fait, après coup, Bolloré nargue la puissante mobilisation coordonnée contre son groupe dans les quatre pays concernés et à Puteaux en refusant la négociation transnationale qui lui est proposée. Le groupe cherche visiblement à diviser l'action concertée transnationale en programmant des rencontres séparées, en septembre prochain, avec les représentants des collectifs de riverains pour débiter ses promesses de « plan d'action » pour les différents pays.

À cela une seule réponse efficace pour les riverains : exigence maintenue d'une négociation transnationale et renforcement de la force de frappe... Les organisations de riverains au Cameroun et en Côte d'Ivoire montrent la voie en structurant leur alliance pour pouvoir prendre des décisions plus efficacement (calendrier d'actions, revendications, etc.). Les riverains ne lâchent rien ! À suivre de très près...

Pierre Sidy

[*] afaspa@wanadoo.fr / www.afaspa.com

SENEGAL : Dans l'incertitude d'une deuxième alternance libérale

Mars 2012. Comme en 2000, un nouveau pouvoir libéral est aux commandes avec ses alliés. Comme en 2000, la comédie politique se répète, la gauche (Ligue Démocratique, Parti de l'indépendance et du travail, Parti africain pour la démocratie et le socialisme, RTAS, Yoonou Askan Wi...) incapable de se retrouver puisque minée par des guerres fratricides et un reniement de plus en plus fort des valeurs de gauche, s'arrime aux coalitions regroupant des libéraux (Alliance pour la République du président de la République, Rewmi d'Idrissa Seck, ancien Premier ministre de Wade) et des sociaux-démocrates (Parti socialiste, Alliance des forces du progrès du président de l'Assemblée nationale).



Deuxième tour des élections présidentielles de 2012

Sous le prétexte fallacieux de faire partir un despote, son but, en fait, est de participer au banquet final, comme la société civile sénégalaise opportuniste à souhait, des partis et des mouvements sans orientation (ceux du chanteur opportuniste Youssou Ndour, de la couturière Diouma Dieng Diakhaté, de la juriste Amsatou Sow Sidibé, etc.) qui rejoignent ce grand rassemblement disparate et incohérent.

Après 15 mois de gestion, le pays reste quasiment au point où l'avait laissé le régime sortant. Aucun signal fort faisant naître de l'espoir n'est perçu.

Les élites politiques sont préoccupées par la conservation de leurs privilèges et les élections municipales à venir, les organisations sociales reprennent la lutte et les populations crient leur mal face au non-respect des engagements immédiats du président de la République d'alléger leurs souffrances et face à des problèmes qui ne correspondent pas aux besoins des Sénégalais et font diversion.

Pléthore de ministres, népotisme et clientélisme érigés en règle

Conquérir le pouvoir pour satisfaire les besoins de la population ne semble plus être la préoccupation des partis politiques mais plutôt le chemin le plus rapide vers l'ascension sociale et le moyen d'acquérir des

privilèges et de s'enrichir.

Cette image des hommes politiques est perçue et analysée par la population comme une attitude négative qu'elle condamne avec vigueur. Ce qui fait le jeu de la société civile qui, l'ayant bien compris, a pris le peuple en otage par des manipulations et jeu de dupe pour accéder, aussi, au sommet.

Ainsi, en plus de la trentaine de membres du gouvernement, le président a nommé plus d'une dizaine de ministres conseillers parmi lesquels on retrouve des amis, des alliés politiques du second tour et des opposants farouches à l'ancien régime qui sont rattrapés par le poids de l'âge et la maladie, comme Ameth Dansokho, secrétaire général du Parti du travail et de l'indépendance qui avait démissionné lors du dernier congrès de son parti et qui est revenu sur le devant de la scène lors des élections de 2012 au détriment du secrétaire général élu, Maguette Thiam. La pléthore de ministres, de directeurs d'agence, le népotisme et le clientélisme critiqués sous le règne de Wade sont toujours érigés en règle.

Les libéraux : une famille minée par les querelles

C'est ainsi que dès la chute de Wade, le Parti démocratique sénégalais (PDS) s'est réorganisé pour rebondir politiquement au moment où n'existe quasiment pas d'opposition forte qui puisse affronter la coalition au pouvoir.

Harcelés par le gouvernement en place, les libéraux de l'époque, avec l'exil de leur mentor en France, mènent la résistance face aux accusations d'enrichissement illicite.



Karim Wade et son jet privé

Le régime libéral actuel et ses alliés, au pouvoir depuis mars 2012 ont fini par mettre aux arrêts le fils de l'ancien président, M^e Abdoulaye Wade. Ce dernier sanctionné par le peuple est parti pour n'avoir pu résoudre les besoins élémentaires des Sénégalais

(fourniture correcte en électricité des ménages, réduction du prix des denrées de première nécessité, chômage des jeunes, non-orientation des bacheliers) mais aussi en raison d'un règne marqué par l'impunité et l'insolence.

Son fils est accusé de s'être enrichi illégalement en accumulant un gros capital et d'avoir dissimulé ses avoirs dans des paradis fiscaux, des sociétés de couverture ou d'être propriétaire de grandes multinationales.

Ses anciens collaborateurs sont ainsi poursuivis pour détournement de fonds, malversations financières, fuite de capitaux, marchés de gré à gré, enrichissement illicite, etc.

La complexité du dossier dit « des biens mal acquis », de la nébuleuse qui l'entoure et les contradictions des procédures judiciaires font penser que le pouvoir actuel a un autre but, non avoué, l'élimination d'un adversaire politique.

Car cette fameuse bataille autour des biens supposés mal acquis oppose deux tendances de la famille libérale : le PDS avec à sa tête le coordonnateur Omar Sarr poursuivi lui aussi dans cette affaire et l'Alliance pour la République (APR) dont le chef, l'actuel président, avait été destitué de la présidence de l'Assemblée nationale par une loi dénommée Sada Ndiaye, votée par ses amis de l'époque.

Cette famille libérale a été minée par des querelles et des positionnements bien avant les élections. Son éclatement est plus le résultat de mécontentements pour privilèges non obtenus que de questions d'orientation politique.

Ainsi, naquit le groupe Bokk Guiss Guiss qui a quitté aussi le navire du PDS. Il est dirigé par l'ancien président du Sénat, Pape Diop, avec ses amis comme Mamadou Seck, dernier président de l'Assemblée. Il rejette toute alliance pour les élections municipales à venir et refuse de s'accommoder avec le PDS dirigé par Omar Sarr. Les dirigeants de Bokk Guiss Guiss étaient contrariés du choix d'Omar Sarr par leur secrétaire général national, le Pape du Sopi^[1], Aboulaye Wade.

Idrissa Seck, quant à lui, a quitté le parti depuis ses premiers déboires avec Wade et créé le Reew-mi. Il se réclame de la famille libérale et s'est présenté aux deux dernières élections présidentielles sans succès. 2012 a été sa plus grande déception. Le contexte aidant, il a rejoint la coalition Benno Bokk Yaakar malgré lui et sa rancune envers l'actuel occupant du palais ne tarit pas. En témoignent ses attaques du gouvernement de coalition dont son parti est solidaire.

De nombreuses divisions dans la coalition Benno Bokk Yaakar

Benno Bokk Yaakar est plus proche de la division que du resserrement des rangs pour les futures échéances électorales. Les sources de divisions sont d'abord le

mandat du président de l'Assemblée nationale, la décision du président sur la réduction de son mandat à cinq ans mais aussi les élections locales prévues l'année prochaine. Les partisans de Maky Sall veulent le maintien du mandat à un an pour le président de l'Assemblée mais les autres membres de BBY soutiennent que c'est une loi antidémocrate qui avait été votée uniquement pour éliminer un potentiel adversaire à l'époque et qu'il faut y mettre un terme.

L'attitude des militants de l'APR se comprend puisqu'ils ne sont pas du même camp que Moustapha Niasse, secrétaire général de l'Alliance des forces du progrès, et ils ont peur que ce dernier ne soit dans une position avantageuse avec son parti si le mandat revient à 5 ans.

Ce même comportement se lit dans un discours qui demande au président de ne pas renoncer au septennat pour pouvoir profiter encore longtemps des privilèges et des plaisirs du pouvoir.

A la base, les militants des autres partis membres de BBY sont sur le qui-vive et réclament à leurs responsables de se prononcer clairement sur ces questions et de ne pas faire de compromission au nom de la solidarité gouvernementale.

D'ailleurs le dirigeant de Reew-mi n'en tient pas compte, lui qui a des ministres dans ce gouvernement. Il attaque de front le régime et dénonce les erreurs et les mensonges qui sont faits au jour le jour même si ses intentions sont connues de tous.

Museler l'opposition, un souci majeur

On note, actuellement, un recul de l'application des droits et libertés démocratiquement acquis après plusieurs années de lutte.

Le nouveau gouvernement s'est mis à interdire les marches et manifestations, l'organisation de ces manifestations est reconnue et autorisée par la Constitution sur simple lettre d'information à l'autorité publique. Mais cette dernière les interdit sous prétexte de troubles à l'ordre public ou de manque de sécurité pour encadrer les marches et manifestations. Mais le souci majeur est de museler l'opposition ou les mouvements sociaux et les empêcher d'exprimer leur libre opinion sur la gestion contestée du régime et sur l'impopularité de ce dernier malgré toute la communication déployée pour tromper l'opinion.

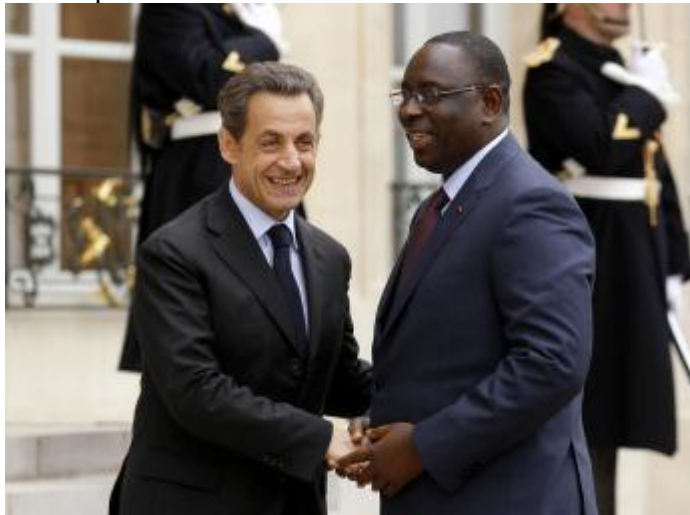
Par ailleurs, le Sénégal, réputé terre d'accueil et d'hospitalité a failli dans sa mission de champion des droits de l'Homme dans la sous-région, en expulsant le Gambien Koukoï Samba Sanyang et le blogueur tchadien Maikaila, opposants au régime autoritaire de Yaya Jammeh en Gambie et d'Idriss Déby au Tchad.

Le gouvernement libéral de Maky Sall doit répondre de cet acte anticonstitutionnel devant les peuples sénégalais, gambien et tchadien.

La France consolide ses positions en Afrique de l'Ouest

Sous le magistère de Wade et de Gbagbo, la France avait perdu ses puissants leviers en Afrique de l'Ouest : la Côte d'Ivoire et le Sénégal qui avaient privilégié la coopération Sud-Sud (Chine, Brésil, Afrique du Sud et les pays arabes).

Le démantèlement des bases françaises à Dakar, le rejet de la politique françafricaine par Gbagbo avaient donné à la France l'occasion d'armer et d'intervenir en Côte d'Ivoire lors de l'élection présidentielle pour faire tomber le gouvernement social-démocrate et installer le libéral Alassane Ouattara. Le nouveau gouvernement ivoirien et l'arrivée de Macky Sall lui redonnent la possibilité de reprendre en main et de consolider ses positions en Afrique de l'Ouest, *a fortiori* avec l'intervention au Mali. Alors que les peuples veulent voir les troupes françaises hors d'Afrique.



Sarkozy et macky Sall

C'est par une rupture audacieuse qu'on enverrait la Françafrique au musée. Mais ces gouvernements fantoches, à la solde de l'impérialisme français, ne sont pas près de rompre mais plutôt de s'y arrimer de plus en plus.

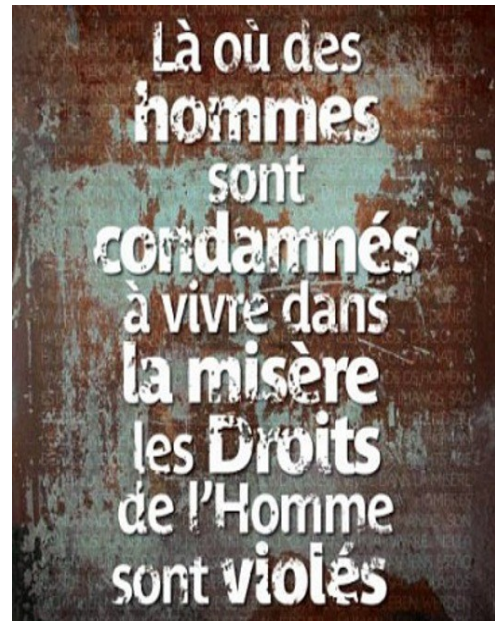
Hier, la France décidait seule d'intervenir en Afrique quand ses intérêts étaient menacés ; aujourd'hui, on met en avant des armées africaines qui seront appuyées par la France.

Le comité de suivi (article 5 du traité de coopération militaire entre le Sénégal et la France, signé le 18 avril 2012 par Macky Sall et Nicolas Sarkozy), renvoie encore au monstre de « Monsieur Afrique ».

Une économie plombée par 12 ans d'errements

Un an après avoir fait partir Wade, les Sénégalais, fatigués et appauvris restent toujours dans le doute face à un bilan économique et social mitigé. Dirigé par une coalition pesante, le gouvernement de Macky Sall, incapable de mettre en orbite une économie plombée par 12 ans d'errements de tous ordres n'a d'autre recours que les emprunts obligataires sur le

marché de l'UEMOA et un retour sous le diktat de la France et des institutions financières internationales.



Plus de 60 % de la population durement frappée par la crise. « *Le pays va mal* ». Oui le Sénégal va mal, il faut oser le dire, tous les clignotants sont au rouge. Selon l'étude menée par le réseau Afrobaromètre, dans son rapport de 2013, 78 % des Sénégalais apprécient négativement les efforts du gouvernement pour réduire le fossé entre « riches et pauvres ».

Ainsi le peuple pense que l'économie du pays est mal gérée par les autorités et que les politiques de création d'emploi, d'amélioration des conditions de vie, de réduction/stabilité des prix et de sécurité alimentaire sont inefficaces.

Le président n'a pas respecté ses engagements, seules les prix de certaines denrées ont baissé de façon dérisoire, par exemple le riz de qualité inférieure.

Par ailleurs, le gouvernement de Macky Sall entend résoudre la pauvreté en allouant 100 000 FCFA par an et par famille pour 1000 000 familles démunies. Or la crise a frappé durement plus de 60 % de la population, soit plus de 7 millions de personnes.

Cette disposition maintient la politique d'appauvrissement de la population rurale, victime de campagne agricole ratée de même que cette grande majorité des Sénégalais victimes de la crise et renforce au sommet le clientélisme politique et maraboutique en allouant, en même temps, de gros avantages à ses représentants politiques (Assemblée nationale, Conseil économique social et environnemental).

Cette bourse équivaut à 8333 FCFA par mois (soit environ 12 euros) ou tout simplement à 278 FCFA par jour. C'est une misère comparée aux salaires, indemnités, privilèges faramineux octroyés aux ministres, députés, directeurs d'agences et conseillers. Et tous ces avantages sont supportés par le peuple travailleur qu'on continue d'opprimer.

Les déclarations du ministre de la Justice dans son

interview (*Soleil*, 1^{er} juillet 2013) sont humiliantes à l'égard du peuple : « Un paysan après avoir travaillé tout l'hivernage, gagne 100 000 FCFA pour vivre toute l'année. Si le gouvernement lui alloue 100 000 FCFA, il double ses revenus. Avec cette bourse, le gouvernement donne des possibilités supplémentaires aux familles bénéficiaires et c'est sous cet angle qu'il faut voir cette politique. »

L'initiative gouvernementale de 100 000 FCFA par famille et par an n'est que de la poudre aux yeux pour les masses.

Avec un Premier ministre et un ministre des Finances, banquier par essence et à la solde du grand capital, le peuple travailleur n'est pas prêt de voir le bout du tunnel. La situation est sans issue, le programme de Benno Bokk Yaakar et Yoonu Yokouté du président élu mène à l'impasse.

Éducation et formation : le programme décennal n'a pas résolu les problèmes majeurs

Les enseignants qui s'étaient engagés à suspendre leur grève à la demande du nouveau pouvoir qui leur avait promis de satisfaire leurs revendications, ont repris la lutte car ils se sont sentis floués par les nouveaux arrivants. Ces derniers ont poussé la provocation très loin en menaçant les enseignants de les remplacer par leurs collègues retraités lorsqu'ils ont décidé de ne pas participer à l'organisation des examens et concours.

Ce régime n'a pas de solution immédiate pour résoudre les problèmes de l'école. L'avenir de notre système éducatif est inquiétant. Un budget insuffisant, des enseignants et des élèves et étudiants placés dans des conditions difficiles sans qu'aucune solution sérieuse et adaptée ne soit apportée. Le programme décennal de l'éducation et de la formation n'a pas résolu les problèmes majeurs et le programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence (Paquet), présenté comme une « grande réforme » du système éducatif « qui reposera sur une gestion axée sur les résultats » est considéré pour le moment comme un programme de plus, sans espoir de réalisation.

Depuis les états généraux de l'éducation en 1981, le secteur est allé de mal en pis du fait de la politique d'austérité dictée par le FMI et la Banque Mondiale pendant 20 ans. Avec l'alternance en 2000 sous l'ère Wade, la politique de recrutement des volontaires et vacataires inaugurée par Mamadou Ndoye de la Ligue démocratique¹ au début des années 90 dans le gouvernement élargi du socialiste Abdou Diouf, s'est poursuivie.

L'inégalité criarde de traitement des agents dans la fonction publique verra l'émergence d'un syndicalisme fort et neutre idéologiquement avec le

Syndicat national de l'enseignement moyen et secondaire et le Syndicat autonome des enseignants du moyen secondaire du Sénégal regroupés dans un premier temps dans le Cadre unitaire syndical de l'enseignement moyen secondaire (Cusems). Avant l'éclatement qui donnera le Cusems de Mamadou Mbodj et le Saemss-Cusems de Mamadou Lamine Dianté.

Dans l'élémentaire, le Syndicat des enseignants libres du Sénégal dirigé par Souleymane Diallo deviendra le plus représentatif. En même temps, on assiste au déclin des organisations inféodées à des partis staliniens comme la Ligue démocratique avec l'Union démocratique de l'Éducation nationale et le PIT avec le Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal mais aussi des syndicats affiliés au PS comme le Syndicat national de l'enseignement élémentaire et le Syndicat des professeurs du Sénégal.

Le peuple espère, en élisant l'actuel président, sortir de la misère

Malgré les tentatives de musellement, les manipulations et les appels du pied, le véritable mouvement social et les militants convaincus restent vigilants et ripostent à chaque fois qu'il y a nécessité. Ainsi le mouvement Y en a marre, avec à sa tête Fadel Barro et le rappeur Thiatt, reste sur ses gardes. Et refusant de s'atteler au gouvernement lors de sa nomination, il continue de réclamer une position de sentinelle pour veiller à l'application des engagements du candidat-président élu.



M. Tine de la Raddho

Le Mouvement du 23 juin (M23) s'est scindé en deux organisations. Des militants qui ont refusé de s'arrimer au pouvoir libéral en refusant une part du gâteau qui leur est offert et ont mis en place un mouvement combatif et alternatif face à un groupe qui a voulu rejoindre le pouvoir et collaborer, à l'image d'Alioune Tine de la Raddho (Rencontre Africaine pour la défense Des Droits de l'Homme) qui a accepté d'être mis à la tête du comité sénégalais des droits de l'homme par le régime de Sall et d'autres

membres d'organisations de la société civile qui se sont fondus dans les méandres du nouveau pouvoir.

Dans les syndicats traditionnels, comme le Syndicat unique des travailleurs de l'électricité (Sutelec), c'est la rébellion contre l'éternel secrétaire général Mademba Sock, qui connaît désormais les délices de la participation au pouvoir. Il veut en effet continuer sur sa ligne et refuse de quitter la barre après plus d'une décennie d'exercice. Une scission est née avec le groupe d'Aliou Ba engagé dans le mouvement social et qui est décidé à ne pas faire de cadeau.

L'Union des syndicats autonomes du Sénégal, la centrale que dirige le même éternel et « has been » M. Sock est en remous : il y est aussi contesté qu'au Sutelec.

Les classes moyennes placées dans la précarité se révoltent. Les marchands ambulants de Dakar, constitués de jeunes chômeurs, d'élèves et étudiants qui veulent supporter leurs études, de ruraux qui fuient les zones arides et viennent en ville pour survivre, et face à la complicité de l'État et des collectivités locales, refusent d'être parqués dans des sites qui les éloignent de leur source de revenus.

Sous prétexte de dallage et d'embellissement de la ville de Dakar, les autorités centrales maintiennent cette frange importante du secteur informel qui contribue grandement au PIB, dans une instabilité économique qui les écrase.

Les étudiants et élèves, inquiets, se mobilisent contre la nouvelle réforme de l'université proposée en mars.

Dans ce document, le comité de pilotage propose de diviser l'université Cheikh Anta Diop de Dakar en quatre, d'harmoniser les inscriptions pour tous les étudiants issus de l'espace UEMOA et d'augmenter les droits d'inscription pour les Sénégalais. Il est aussi proposé dans ce document une internationalisation de l'université. De plus, le baccalauréat ne doit plus être la clé de l'université, les bacheliers devant être soumis à un test qui permettra de sélectionner les meilleurs et les orienter. Il propose aussi que les bourses ne soient plus généralisées.

En fait, ce que réclame le peuple sénégalais, c'est la résolution de ses problèmes immédiats. Son espoir, en élisant l'actuel président, est une meilleure prise en charge de ses besoins pour lui permettre de survivre et sortir de la misère dans laquelle le régime wadien l'avait enfoncé. Ce qui n'est pas compliqué : la diminution réelle des prix des denrées de première nécessité, une fourniture régulière en eau et en électricité, une politique agricole conséquente.

Les tergiversations, les lenteurs, le silence sur certaines questions essentielles, les déclarations techniques ou laborieuses des ministres pour expliquer au peuple qu'il faut patienter, ont renforcé les Sénégalais dans leur conviction que le pays s'enlise.

Jacques Sall et Pape Demba Soumaré

[1] Sopi (« changement » en wolof) est la coalition électorale de Wade lors des élections présidentielles de 2000

DAKAR : Le temple du savoir transformé en champ de bataille

Étudiants et forces de l'ordre se sont affrontés à coup de grenades lacrymogènes et de jets de pierres. Les étudiants s'insurgent contre l'augmentation annoncée des droits d'inscription, l'une des décisions du comité pour la réforme de l'enseignement supérieur, dirigé par le professeur Souleymane Bachir Diagne.

« On est contre ces réformes que veulent apporter ce comité. Ils veulent augmenter les inscriptions à cent cinquante mille. Où est-ce qu'on va prendre cet argent ? On est des fils de paysans. On a déjà des problèmes pour payer nos tickets pour se restaurer. On n'acceptera jamais qu'on augmente le prix des inscriptions. » Ces étudiants soutiennent qu'ils n'ont pas eu de représentants au conclave du comité pour la réforme de l'enseignement supérieur. « Ceux qui ont participé à cette réunion sont des politiciens, dit le porte-parole des étudiants. Ils ont choisi certains pour dire qu'ils sont nos représentants. On ne les a pas délégués. »

Ces étudiants, qui demandent l'intervention des chefs religieux du pays, menacent de mettre le pays à feu et à sang pour obliger les autorités à revoir leur copie.

SENEGAL: Des avancées démocratiques pour les femmes

Sur 12 855 155 Sénégalais^[1], les femmes représentent 6 491 029 soit 50,49 %. Leur apport dans la construction sociale et le développement du pays n'est plus à démontrer. Elles se sont toujours mobilisées à travers leurs organisations, les syndicats et les partis politiques pour conquérir leurs droits et défendre leurs conditions d'existence face à des régimes conservateurs.

Violences conjugales, viol, pédophilie et inceste introduits dans le code pénal

La lutte des femmes contre les violences faites aux femmes et aux filles a amené le législateur à modifier le code pénal, avec la loi du 29 juin 1999 qui introduit les termes violences conjugales, viol, pédophilie et inceste qui n'étaient pas expressément cités avant.

Octroi de la nationalité par la femme

La modification du code de la nationalité, sur l'octroi de la nationalité à son enfant et à son mari étranger, constitue un acquis et une avancée démocratique pour la Sénégalaise. Désormais, « *est sénégalais tout enfant qui est né de parents sénégalais, qu'il s'agisse d'un père ou d'une mère* » et tout mari étranger peut acquérir automatiquement la nationalité sénégalaise après cinq ans de mariage. Durant cette période, s'il y a divorce, le mari perd son droit d'acquisition automatique.

Son statut social s'est politiquement amélioré en lui donnant une dimension institutionnalisée. La possibilité d'acquérir la nationalité de sa mère ou par sa femme relance davantage la lutte pour les droits démocratiques.

Le combat des femmes est devenu un enjeu de taille aujourd'hui pour tous les partis politiques qui veulent conquérir le pouvoir. Aucun droit ne s'acquiert facilement, les acquis démocratiques sont obtenus de haute lutte.

Depuis l'alternance de 2000, les femmes n'ont pas laissé de répit aux gouvernements libéraux qui se sont succédé. Étant la couche sociale qui glane le plus grand nombre de voix aux suffrages et la composante la plus combative au cours de ces quinze dernières années dans les syndicats, les partis politiques et les mouvements sociaux, elles subissent de plein fouet la politique d'austérité, la cherté de la vie, les discriminations sur les lieux de travail, dans le domaine de la prise en charge médicale et de la couverture sociale.

Dans ces conditions, cet acquis de la femme sonne comme une nouvelle ère pour l'autorité parentale jadis entre les mains de l'homme et du patriarcat.

La parité dans les institutions électives

L'engagement des femmes pour conquérir leurs droits avait

aussi amené l'ancien régime libéral à reculer et à adopter la loi sur la parité absolue dans les institutions, totalement ou partiellement électives (loi n° 2010-11 du 28 mai 2010). Ce gouvernement avait, en filigrane, pour objectif d'amener les femmes à élire le président en 2012 pour son troisième mandat mais aussi d'arrêter le flux des manifestations où les femmes étaient toujours fortement mobilisées et radicalisées comme en témoignent leur implication dans le mouvement du M23 qui a instauré au Sénégal une véritable gauche sociale.

Ces droits acquis doivent amener les femmes à continuer la lutte et à rester vigilantes car ni Wade ni ses successeurs ne croient à la parité, dans la mesure où lors des élections législatives de mai 2012 aucun parti, y compris le PDS, qui avait initié la loi n'était prêt à l'appliquer. C'est avec difficulté et regret qu'ils ont fini par faire des listes paritaires.

Il faut reconnaître que la loi sur la parité est une victoire spécifique au mouvement des femmes et non au gouvernement libéral. Mettre en exergue les compétences et la responsabilité des femmes n'est qu'une fuite en avant. L'enjeu qui est au cœur de la question, c'est l'équité dans le traitement des hommes et des femmes et l'égalité d'accès aux ressources politiques, naturelles, culturelles, etc. pour la majorité de la population

Quand il s'agit d'une consultation électorale où des candidats avec différents programmes sont en compétition, on ne se demande pas si les femmes sont compétentes pour choisir mais on part simplement à la chasse aux voix.

Et pourtant dans ces différents programmes, selon leurs conditions sociales et les solutions proposées, les femmes arrivent à faire leur choix. Où sont donc les prétendus faible niveau de responsabilité et incompétence des femmes ? Ce sont des alibis et des fausses représentations que les pouvoirs sortent de leur besace lorsque les femmes contestent des politiques publiques rétrogrades.

Les femmes au Sénégal doivent refuser d'être confinées uniquement dans des tâches secondaires et dégradantes. Elles doivent continuer la lutte et rejeter toute politique de discrimination et d'oppression à leur endroit.

Haby Soumaré

[1] Projection de 2011, données de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie.

Y EN A MARRE : Où en est le mouvement ?

Le fondateur du mouvement Y'en a marre Fadel Barro a été reçu par le Président des États-Unis Barack Obama lors de sa visite au Sénégal en juin dernier. Il a fait partie de la dizaine de représentants de la société civile reçue par le premier Président noir des États-Unis. Une reconnaissance pour ce mouvement né lors des contestations contre une troisième candidature aux élections présidentielles de Wade en 2011. Fondé par Fadel Barro en février 2011 avec ses camarades rappers fou malade, thiatt et Kilifeu du groupe Keur gui (la maison en oulof), le mouvement n'a pas hypothéqué (pour le moment) sa crédibilité et reste un mouvement ancré dans la société civile[1].

« Nous lui avons délivré un message d'espoir de la jeunesse africaine, explique Fadel Barro. Les Y'en a marristes représentent des jeunes qui ne veulent plus tendre la main, mais qui ont besoin de s'émanciper, de travailler et de se développer chez eux. Nous voulons rester là, dans notre pays, ne pas être un fardeau - ni pour les autres ni pour nous-mêmes - mais une énergie. Les jeunes représentent 70% de la population au Sénégal. Ils sont le moyen et la force pour se développer. A condition que les élites suivent... Si nous ne sommes pas dans des États démocratiques, nous n'irons nulle part. De ce point de vue, le président des États-Unis peut faire pression pour que les évolutions aillent dans ce sens », résume le journaliste qui tente avec ses camarades de Y'en a marre de continuer dans la même ligne. Mais, certains concepts développés par le mouvement comme le NTS « Nouveau Type de sénégalais » restent flous et on ne sait pas trop où veulent en venir les y'en a marristes[2] qui espèrent insuffler de nouvelles valeurs dans la société sénégalaise mais peinent à porter en privé ces mêmes valeurs (bagarres de rappers, insultes lors de concerts à la mode bad boys américains).



Les rappers Kilifeu et Thiatt en compagnie de Fadel Barro (au milieu)

Cependant, la véritable caution intellectuelle reste Fadel Barro qui, lors d'une visite au Burkina Faso a dit « Nous sommes des fils de Thomas Sankara »[3] et a critiqué en ces termes le régime de Macky Sall : « Macky Sall ne rassure pas parce que nous ne sentons pas une politique cohérente, une politique sérieuse allant dans le sens de répondre aux besoins du peuple sénégalais », ce qui lui a valu les foudres des militants de l'APR (Alliance Pour la République), le parti du Président.

Le mouvement Y'en a marre doit continuer à soutenir le peuple et la jeunesse tout en évitant de se disperser. Y'en a marre ne règlera pas tous les problèmes des Sénégalais mais si le mouvement arrive à servir de relais pour la jeunesse sénégalaise et pour la démocratie et le droit des femmes, ce sera une grande victoire. Il faudra aussi très certainement se méfier de l'appât du gain car les mouvements comme Y'en a marre doivent recevoir des soutiens financiers de partout. Que les fondateurs de ce mouvement ne se laissent surtout pas embobiner, qu'ils restent sur leurs gardes comme de vrais soldats du peuple, ils seront alors de véritables enfants de Thomas Sankara.

Moulzo

[1] Voir Bulletin Afriques en lutte n°13 juin/Août 2011 « Du sopi de 2000 au Y'en a marre de 2011 »

[2] « Le concept fumeux du Nouveau type de Sénégalais (NTS) » par Ibrahima Diop.

http://www.ndarinfo.com/Le-concept-fumeux-du-Nouveau-Type-de-Senegalais-NTS_a5685.html

[3] http://www.leral.net/Fadel-Barro-du-mouvement-Y-en-a-marre-du-Senegal-Nous-sommes-des-fils-de-Thomas-Sankara_a46101.html

LE CENTENAIRE D'AIMÉ CESAIRE : NÉGRITUDE OU NÉGRIPUB ?

Il y a longtemps de cela, un jeune Martiniquais montait dans un tramway à Paris. Il s'assoit face à une jeune femme effrayée par la vision de ce Nègre. S'ensuivra une discussion au cours de laquelle le jeune impétrant lui clouera le bac en lui disant « Oui Madame, je suis un Nègre et le Nègre, il vous emmerde... » C'était en 1934 et Aimé Césaire venait d'entrer dans l'histoire.

France 2013. Nous sommes le 10 mai au jardin du Luxembourg. La commémoration de l'abolition de l'esclavage bat son plein. Un soleil éclatant, un auditoire métissé, attentif, écoute et applaudit le discours de François Hollande. On se croirait sous les tropiques. Tout paraît normal, le discours est humaniste, rien à voir avec ceux de Sarkozy. On se dit qu'enfin l'homme africain est entré dans l'histoire. Qu'enfin il sera question des réparations, de la réappropriation et de la répartition des terres...

Et puis paf... Comme à son habitude, Hollande se prend les pieds dans le tapis. Il nous fait une pirouette. « *Les réparations, mais vous n'y pensez pas mon brave garçon... Même le grand Césaire était contre...* » Sauf que Césaire avait tout bonnement déclaré que les réparations financières ne suffiraient jamais assez, car la réparation dont il s'agit doit être à la hauteur du crime commis... Imprescriptible... Incommensurable.

Et puis 2013, année de l'intervention de l'armée française au Mali. Hollande dit son admiration pour Césaire tout en jouant les Sarkozy de gauche et en interdisant l'accès au territoire français à l'ancienne ministre de la Culture, Aminata Traoré, du seul fait qu'elle est opposée à cette intervention qu'elle juge coloniale.

Et puis, tant qu'on y est, puisqu'on interdit à une ex-ministre malienne de poser le pied en France, qu'on expulse encore plus d'immigrés, interdisons (l)également la présence de militants nègres venus signifier à l'État Français qu'aujourd'hui encore la négrophobie n'est pas un vain mot mais un comportement raciste légalisé. Le maître ne saurait tolérer de contestation dans sa propre maison.

Et pourtant, visite présidentielle « normale » oblige, il y avait là un cordon de CRS. Ah ! Mais c'est qu'il y a des Nègres à mater, de ceux qui ne s'en laissent pas conter. Trois membres de la brigade anti-négrophobie en ont subi les conséquences. Pourtant munis d'une invitation officielle, Franco Lollia, Joel Ardes et Alamamy Mam Kanouté (conseiller municipal de Fresnes) ont été interdits de cérémonie, mais surtout menottés et encerclés par les forces de l'ordre vallisiennes... Tabassés dans les règles de l'art – Alamamy sera même maintenu à terre par plusieurs CRS, ils sont placés direct en garde à vue pour 24 heures, ce qui est totalement injustifié et inhabituel pour ce type d'arrestation.

Joël Ardes et Franco Lollia, apprennent qu'ils sont convoqués devant le substitut du procureur le 28 mai. « Ils vont avoir droit à un rappel à la loi, en gros on va leur dire : "c'est mal ce que vous avez fait, il ne faut pas recommencer" »,

explique M^e Bourdon, l'avocat de Joël et Franco. Alamamy est, quant à lui, convoqué devant la 28^e chambre du tribunal de grande instance de Paris. Il lui est reproché d'avoir résisté avec violence à son arrestation et d'avoir bousculé un policier, entraînant sa chute. Ce dernier s'est vu signifier quatre jours d'ITT, le pauvre...

Du côté de la préfecture de police, on réserve les détails des preuves pour l'audience. Le service presse lit les quelques lignes « qu'il y a sur la fiche » : « Vendredi 10 mai, en fin de matinée, un petit groupe portant des tee-shirts de la brigade anti-négrophobie a tenté de passer en force. Deux personnes sur les trois n'avaient pas d'invitation. » Ce qui se révèle faux. Pour M^e Maati, « ils tentent de justifier l'injustifiable ». Son client risque un an de prison et une amende. « Il n'aura sans doute pas de prison ferme mais l'idée, dans ce procès, c'est de plaider la relaxe. » Alamamy Kanouté annonce, par ailleurs, qu'il souhaite porter plainte « dans un premier temps contre le ministère de l'Intérieur »^[1].

Au moment de l'arrestation – puis de la libération – d'un néo-nazi, de l'indulgence accordée à Serge Ayoub, « Batskin » pour les intimes, mais surtout leader de la mouvance skinhead, impliqué dans la mort de Clément Méric, on ne peut donc s'empêcher de penser qu'on assiste à la criminalisation des militants antiracistes.

On se doutait déjà qu'il ne fallait pas être jeune, noir ou arabe/musulman et croiser un bataillon de keufs. On sait maintenant qu'il ne faut pas, en plus, perturber une cérémonie officielle ou le maître vous joue la *Ultima Cena*... Grand Seigneur, il vous offre le couvert, faut quand même pas abuser de sa générosité.

D'autant plus que le Grand Césaire doit faire des bonds dans sa tombe. Lui qui en 1950 éclaira le monde avec son discours sur le colonialisme et affirma dans sa fameuse lettre à Maurice Thorez que le paternalisme ça suffisait, se trouve écartelé aujourd'hui par la récupération hypocrite et misérable d'un Delanoë ou d'une Voynet. Tout juste s'ils ne sont pas tous des Nègres... Tous bientôt vont nous sortir leur amour pour la négritude en même temps que s'installe une négrophobie banalisée, étatique.

Alors 2013, année du centenaire de Césaire ? Année de la négritude ou année de la négripub ? Avec le PS, en tout cas, on connaît la réponse... Et c'est pas un Harlem Désir qui nous fera changer d'avis.

Mariam Seri Sidibe

^[1] Le 5 juillet 2013, le procès d'Alamamy Kanouté est annulé pour vice de procédure. Le matin même, coup de théâtre. A peine arrivé dans la salle M^e Maati demande l'annulation du procès pour vice de procédure : les forces de l'ordre n'ont pas notifié à l'accusé le droit de garder le silence.

Fait plutôt rare, le parquet se range du côté de la défense. Le juge décide donc d'annuler la procédure. En cinq minutes à peine, l'affaire est pliée. « *Il ne faut pas tout de suite fanfaronner, tempère l'avocat. Ils ont dix jours pour faire appel.* » A ce jour, 19 juillet, le parquet n'a toujours pas fait appel.

Source streetpress.com

RACISME NORMAL SOUS UNE PRÉSIDENTE NORMALE : LES « Y A BON AWARDS »

Il est des cérémonies qu'on aurait aimé ne jamais créer. Il est des trophées qu'on n'aurait jamais aimé à avoir à attribuer. Les « Y a bon awards » sont de ceux-là.

A l'instar des « Gérard du pire de la télé », parodie des 7 d'Or avec remise d'un parpaing au lauréat, les Indivisibles remettent depuis 5 ans, la Banane d'Or du racisme médiatico-politique à diverses personnalités s'étant particulièrement distinguées dans ce domaine. Et force est de constater que ça se bouscule au portillon... A croire que la banane est le fruit préféré de nos stakhanovistes de la connerie...

Cette année encore, le cru fut de qualité exceptionnelle... De Jean-Luc Mélenchon et ses « Afghans » à Élisabeth Lévy, l'hallucinée de l'ennemi intérieur, en passant par Estrosi et sa fameuse « prostituée chinoise », Marine Le Pen et ses « Arabes mélenchonistes », une fois de plus nos « empaffés » se sont surpassés.

C'est dans un Cabaret Sauvage plein à craquer d'un public festif et divers, intergénérationnel, que le racisme « normal » sous une présidence « normale » a été moqué, voire même, conspué.

C'est un jury hétéroclite composé de l'animatrice de télévision Enora Malagré, le géopolitologue Pascal Boniface, l'humanitaire Rony Brauman, l'humoriste Océane Rose Marie, les journalistes Denis Robert, Yasmine Chouaki, Anasthasie Tudieshe et Nadir Dendoune, le fondateur d'Act Up Didier Lestrade, la présidente de la fondation Frantz Fanon, Mireille Fanon-Mendès-France, les musiciens DJ Pone, DJ Cut Killer et Marco Prince, la championne de boxe et écrivaine Aya Cissoko, l'entrepreneure Laurence Méhaignerie, l'initiateur de la Marche pour l'égalité de 1983, Toumi Djaidja, et enfin le producteur et auteur du film *la Cité Rose*, Sadia Diawaraqui, qui a eu la lourde tâche de désigner les lauréats 2013. Pour la première fois, présidence normale oblige, le palmarès est parfaitement paritaire. Et les gagnants sont... Véronique Genest, commissaire vieillissante, fille à peine cachée de Jeanne d'Arc et de Charles Martel et fatiguée de service, Franck Tanguy, inconnu de tous sauf des beaufs de RMC, Jean-François Copé l'apprenti boulanger, Jean-Sébastien Vialatte, le nostalgique de l'esclavage, Elisabeth Badinter, la grande pédiatre spécialiste du terrorisme de nos chers bambins et la désormais très célèbre psychopathe hallucinée, Élisabeth Lévy.

Le premier prix, intitulé « Super Patriote », est revenu à l'actrice Véronique Genest pour sa confession : « *Alors tout de suite : islamophobe ! Raciste ! Alors moi, j'ai réfléchi. J'ai réfléchi et je me suis dit: "Islamophobe. Islamophobe, ça veut dire c'est la phobie c'est la peur." C'est bien ça? Alors effectivement, peut-être je suis*

islamophobe. Ce soir, je fais mon coming out : oui probablement que je suis, comme beaucoup de français, islamophobe. »

Le deuxième prix, baptisé « Retourne chez ta mère », a été attribué à Franck Tanguy, chroniqueur à RMC, qui avait avoué : « *Très franchement, quand je vois un barbu en djellaba qui traverse au feu rouge, j'ai envie d'accélérer.* »

Le troisième, « Territoires perdus de la République » a récompensé le président de l'UMP, Jean-François Copé, pour son dérapage lors de la campagne pour la présidence du parti : « *Il est des quartiers où je peux comprendre l'exaspération de certains de nos compatriotes, pères et mères de famille, rentrant du travail, le soir, apprenant que leur fils s'est fait arracher son pain au chocolat à la sortie du collège par des voyous qui lui explique qu'on ne mange pas pendant le ramadan.* »

Le quatrième prix, appelé « Au bon vieux temps des colonies », a été remis à Jean Sébastien Vialatte, député UMP, qui avait **twitté** : « *Les casseurs sont sûrement des descendants d'esclaves. Taubira va leur donner des compensations.* »

Le cinquième prix, « Racisme à peine voilé » est revenu à la philosophe et femme d'affaires, Elisabeth Badinter, qui avait lâché en mars 2013 : « *D'un côté, on commémore les victimes de Mohamed Merah et on veut combattre l'islamisme radical et de l'autre on laisse faire l'entrisme de ces islamistes dans des crèches de quartier. Il faut absolument réagir très vite.* »

La grande gagnante enfin, « pour l'ensemble de son œuvre » est la journaliste Elisabeth Lévy pour ses nombreuses déclarations.

La salle a tenu à saluer, pour l'ensemble de son œuvre, lui aussi, un homme qui m'est très cher : Robert Ménard, qui je crois est déjà en lice pour les Y a bon awards 2014, puisqu'il envisage rien moins que de « libérer Béziers et les Biterrois », en se présentant aux prochaines municipales en tête de liste FN...

Et nous avons eu la surprise de remettre sa Banane d'Or 2012, obtenue haut la main, pour l'ensemble de ses unes racoleuses – mais c'est du journalisme n'est-ce pas ? – l'éditorialiste de *l'Express*, Christophe Barbier, qui a donc découvert les unes que nous lui avons concoctées : notamment Islamisme et Piscine, ou Islamisme et diététique, est-ce compatible ?

En dépit de la bonne humeur, n'oublions pas que cette année a été marquée par la recrudescence d'actes et d'agressions racistes. La minute de silence en hommage à Clément Méric, nous rappelle que le racisme et le fascisme, on peut en rire certes, mais on peut aussi en mourir.

Alors, malheureusement 2014 sera encore l'année du racisme normal sous une présidence normale.

Mariam Seri-Sidibe

CESAIRE : Un portrait ému et délicat

« La découverte de ton écriture m'a bien fait comprendre ce que tu appelais la dimension peléenne de notre poésie ; que tout s'enflamme soudain d'un sens inaperçu. »



À l'occasion du centième anniversaire de la naissance d'Aimé Césaire, auteur et homme politique martiniquais, c'est à un hommage en forme de témoignage poétique que nous convie Daniel Maximin, romancier, poète et essayiste guadeloupéen, dans un livre au titre somptueux : *Aimé Césaire, frère volcan*^[1]. Histoire d'une « fraternité âpre » entre la Soufrière de Maximin et la montagne Pelée de Césaire.

Au-delà d'un travail de biographe, c'est un portrait pudique, fraternel et affectueux que parvient à brosser Daniel Maximin, le portrait ému et délicat du chancre de la « négritude », au fil d'extraits tendrement sélectionnés dans l'œuvre de son aîné. « Mon volcan bien vivant apporte fièrement à ta montagne en cendres l'espérance d'un retour natal de son feu thésaurisé. »

Dialogues croisés entre l'auteur, le lecteur et Césaire, qu'il tutoie. Dialogue « non pas de père et non de fils » : « Nous n'avons su que fraterniser. »

Obstiné et fervent, Daniel Maximin ne cache rien des doutes et angoisses du poète, jusqu'à l'homme politique affirmé, porteur d'espoirs, penseur de l'indépendance pour toute une génération qui s'interroge et refuse la résignation face à l'assignation mortifère.

C'est l'irruption d'une époque foisonnante qui voit s'imposer les figures emblématiques de Fanon et Lumumba, guides

d'une jeunesse affamée de liberté. Époque que Césaire marquera d'une empreinte essentielle tant dans le domaine de la poésie pure que du théâtre, flirtant même avec le surréalisme. C'est, à l'instar d'un Senghor préfacé par Sartre, un « Orphée noir » revenu des enfers pour aspirer à la création et à l'amour. Celui de Suzanne, sa femme, mère de ses six enfants, à qui s'adresse cette absolue déclaration : « On respirait ensemble. » C'est avec Suzanne que Césaire fonda en 1941 la revue *Tropiques*, instrument d'émancipation culturelle face à cette entreprise de destruction qu'est le colonialisme, dans un contexte de guerre mondiale.

Imbrication de l'œuvre de Césaire dans la vie de Maximin, qui s'attacha à développer dans sa thèse l'idée que des revues comme *Tropiques* ont participé à l'affirmation des identités métisses dans une vision internationaliste et solidaire de l'émancipation de ce qu'on appelait alors le tiers monde noir.

Daniel Maximin aborde ensuite, sans s'y attarder, les cinquante-six ans d'action politique d'Aimé Césaire, mettant ainsi en lumière l'engagement poétique de l'homme. Jusqu'en 1993, retour au pays natal, installation en Martinique, entre rituel et tradition, temps de l'« ultime dialogue », ainsi que Maximin nomme le texte prononcé lors des obsèques de Césaire et dont la conclusion appartient à Césaire lui-même :

ne dépare pas le pur visage de l'avenir
bâtitteur d'un insolite demain

Que ton fil ne se noue
que ta voix ne s'éraïlle
que ne se confinent tes voies

AVANCE

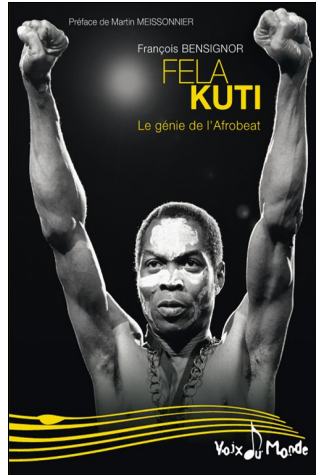
Aimé Césaire, frère volcan, une introduction originale et intime à une œuvre forte d'espoir et d'intelligence, pour rester « debout, libre et fier ».

Gisèle Felhendler

[1] Daniel Maximin, Le Seuil 276 p., 18 euros.



A lire cet été : Fela Kuti - Le génie de l'afrobeat de François Bensignor



A VOIR : « Gris-Gris » de Mahamat Saleh Haroun



Alors que sa jambe paralysée devrait l'exclure de tout, Grigris, 25 ans, se rêve en danseur. Un défi. Mais son rêve se brise lorsque son oncle tombe gravement malade. Pour le sauver, il décide de travailler pour des trafiquants d'essence...

Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirs en colère



<http://www.cases-rebelles.org>

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org